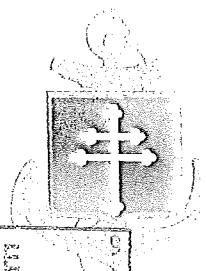




grandpoitiers.fr



REÇU LE

10 OCT. 2014

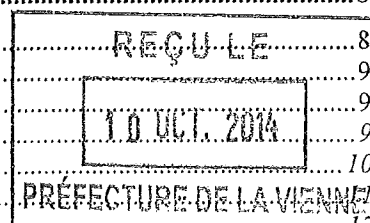
PRÉFECTURE DE LA VIENNE

**Convention Spéciale de Déversement
des effluents de l'état-major de la 9^{ème} Brigade
d'Infanterie de Marine
(Quartier d'Aboville)**

**dans les réseaux public d'assainissement de
la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers
et
admis à la station d'épuration
de La Folie**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION	6
ARTICLE 2 : DEFINITIONS.....	6
2.1. EAUX USEES DOMESTIQUES	6
2.2. EAUX PLUVIALES.....	6
2.3. EAUX USEES NON DOMESTIQUES	6
2.4. EAUX USEES D'EXTINCTION D'INCENDIE	6
ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT	6
3.1. GENERALITES	6
3.2. DESCRIPTION DES ACTIVITES.....	7
3.3. PLAN DES INSTALLATIONS	7
3.4. USAGES DE L'EAU	7
3.4.1. Dispositifs de comptage et de prélèvement	7
3.4.2. Usages de l'eau.....	8
3.5. LISTE DES PRODUITS POLLUANTS UTILISES PAR L'ETABLISSEMENT	8
3.6. DECHETS GENERES PAR L'ACTIVITE	8
ARTICLE 4 : CLAUSES TECHNIQUES.....	8
4.1. GENERALITES	8
4.2. CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENTS DES BRANCHEMENTS	9
4.3. ADMISSIBILITE DES REJETS.....	9
4.3.1. Pré-traitement	9
4.3.2. Admissibilité des rejets au réseau d'eaux usées :	10
4.3.3. Admissibilité des rejets au réseau d'eaux pluviales.	10
4.3.4. Prescriptions particulières.....	12
4.4. AUTOSURVEILLANCE DES REJETS	12
4.5. DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS	13
4.6. ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE.....	13
ARTICLE 5 : CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	13
5.1. OBLIGATIONS DE L'ETABLISSEMENT	13
5.2. OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE	14
ARTICLE 6 : CLAUSES FINANCIERES	15
6.1. REDEVANCE ASSAINISSEMENT	15
6.2. ACTUALISATION ET MODIFICATIONS	16
ARTICLE 7 : CLAUSES JURIDIQUES	16
7.1. RESPONSABILITE	16
7.2. LITIGES	16
ARTICLE 8 : DUREE, REVISION, DENONCIATION	16
ARTICLE 9 : FIN DE LA CONVENTION.....	17



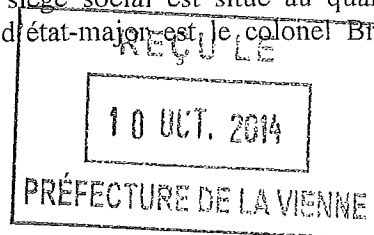
CONVENTION

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Grand Poitiers, représentée par son Président, M. Alain CLAEYS, dûment habilité par délibération du Conseil en date du 11 avril 2014, ci-après désignée « LA COLLECTIVITE »
d'une part,

ET

L'état-major de la 9^{ème} Brigade d'Infanterie de Marine dont le siège social est situé au quartier d'Aboville - 7, rue du colonel Barthal à Poitiers, dont le chef d'état-major est le colonel Bruno HELUIN
ci-après désigné « L'ETABLISSEMENT »
d'autre - part,



IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées non domestiques ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs publics qu'après autorisation expresse du Maître d'Ouvrage concerné.

La COLLECTIVITE, gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement, accepte de recevoir dans son réseau d'assainissement, puis de traiter dans sa station d'épuration, les effluents en provenance de l'ETABLISSEMENT, dans les conditions spécifiées ci-après.

Cette convention ne dispense pas l'ETABLISSEMENT de prendre en compte la réglementation existante tant au titre de l'arrêté d'autorisation relatif à l'activité exercée par l'ETABLISSEMENT, du raccordement sur le réseau public (Règlement Sanitaire Départemental et Règlement d'Assainissement) que de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité.

Téléphone : 05 49 00 2214
Fax : 05 49 00 24 39

L'ETABLISSEMENT est enregistré sous les numéros suivants :

N° Immeuble 860 194 001 R

L'ETABLISSEMENT est soumis à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes : (contrôlée par les inspecteurs du Contrôle Général des Armées)

Autorisation/Déclaration	Activité	Rubrique
Déclaration	Distribution de carburant	1434 - 1 - b
Déclaration	Chaufferie	2910 - A - 2

3.2. Description des activités

L'ETABLISSEMENT est spécialisé dans : le domaine administratif et comporte des multi organismes

Il comporte l'atelier suivant :

✓ Régie d'infrastructure rattachée à l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

Rythme de l'activité de l'ETABLISSEMENT : 8,5 heures / jour,
20 jours / mois.

Effectif : 240 personnes de l'état-major de la 9^e BIMA et de la 9^e CCTMa, et 150 personnes appartenant à d'autres organismes.

3.3. Plan des installations

L'ETABLISSEMENT tient à disposition de la COLLECTIVITE un plan des installations privées, expurgé des éléments à caractère confidentiel.

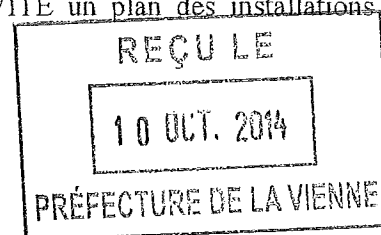
3.4. Usages de l'eau

3.4.1. Dispositifs de comptage et de prélèvement

L'ETABLISSEMENT déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau et les volumes prélevés sont estimés à :

Nature du prélèvement	N° d'abonné	Volumes prélevés
Réseau public d'alimentation en eau potable	U9 25100	14 431 m ³ / an

L'ETABLISSEMENT mettra à disposition de la COLLECTIVITE les relevés de ses consommations.



4.2. Conditions techniques d'établissements des branchements

Les branchements aux réseaux d'assainissement se font comme suit :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Eaux Pluviales
Eaux usées domestiques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux usées non domestiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Eaux pluviales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Les rejets pluviaux devront être différenciés des rejets de type domestiques et non domestiques.

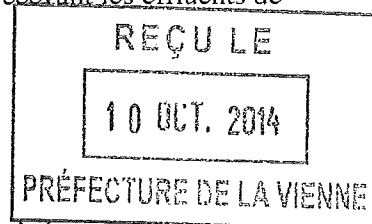
Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- Un branchement au réseau d'eaux usées situé rue du Père de la Croix à Poitiers, recevant les effluents de type domestique et assimilés domestiques (restauration),
- Un branchement au réseau pluvial situé rue du Père de la Croix à Poitiers, recevant les effluents de type pluvial et non domestique (aire de lavage)

Il existe donc deux branchements distincts.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit « regard de branchement » placé de préférence sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service Eau de la COLLECTIVITE,
- il n'existe pas de vanne d'obturation placée sur chaque branchement au réseau d'eaux pluviales et laissée accessibles aux agents du service Eau de la COLLECTIVITE. Si nécessaire, le réseau sera bouché avec un obturateur manuel..



Les eaux usées provenant de l'extinction d'incendie seront évacuées par le réseau d'eaux pluviales.

4.3. Admissibilité des rejets

L'ETABLISSEMENT est autorisé à déverser dans les réseaux d'assainissement de la COLLECTIVITE situés rue du Père de la Croix à Poitiers, les effluents domestiques ou assimilés.

Les effluents non domestiques et assimilés domestiques doivent respecter les clauses techniques figurant ci-après.

4.3.1. Pré-traitement

Les effluents générés par l'ETABLISSEMENT subiront un pré-traitement comprenant :

Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet
Aire de lavage	Séparateur hydrocarbures	Limité	Eaux pluviales
Station carburant	Séparateur hydrocarbures	Non définie	Eaux pluviales
Restauration collective	Bac à graisses	Non définie	Eaux usées

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées dans le présent article sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de

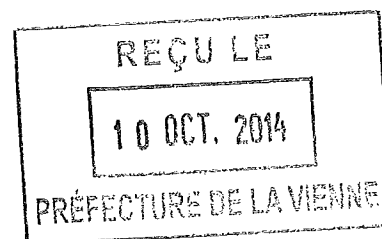
Autres substances :

Substances	Unité	Valeur limite
Composés organohalogénés (AOX)	mg/l	1
Mercure	mg/l Hg	0,05
Cadmium	mg/l Cd	0,2
Chrome	mg/l Cr	0,5
Plomb	mg/l Pb	0,5
Cuivre	mg/l Cu	0,5
Nickel	mg/l Ni	0,5
Zinc	mg/l Zn	2
Arsenic	Mg/l As	1
Hydrocarbures totaux	mg/l	10
Matières Inhibitrices	équitox/m ³	150
METOX	métox	35

4.3.3. Admissibilité des rejets au réseau d'eaux pluviales

Les effluents non domestiques faiblement chargés, pouvant être assimilés à des eaux pluviales et de ce fait être rejetés dans le réseau d'eaux pluviales (sous réserve de l'autorisation de la COLLECTIVITE) devront respecter les valeurs ci-dessous. Celles-ci reprennent les valeurs de l'arrêté du 02 février 1998 relatif au rejet d'effluent dans les eaux superficielles :

- * pH compris entre 5,5 et 8,5,
- * température maximale de l'effluent 25 °C,
- * couleur < 100 mgPtCo,
- * DBO₅ < 100 mg/l,
- * DCO < 300 mg/l,
- * MEST < 100 mg/l,
- * Azote réduit < 20 mg/l,
- * Phosphore < 10 mg/l,
- * graisse < 10 mg/l.



Pour les autres substances, les valeurs limites restent identiques à celles appliquées au rejet dans le réseau d'eaux usées, à l'exception du fer où cette valeur limite est ramenée à 5 mg/l.

Les rejets issues de l'aire de lavage sont considérés comme des eaux non domestiques et ont fait l'objet d'une analyse.

Les résultats d'analyse obtenus en date du 16 mai 2014 pour l'établissement sont les suivants :

DCO_i = 49 mgO₂/L (demande chimique en oxygène)
 DBO_i = 6 mgO₂/L (demande biologique en oxygène)
 MES_i = 17 mg/L (matière en suspension)
 NR_i = 2,50mg/L (azote réduit : organique et ammoniacal)
 PT_i = 0,20 mg/L (phosphore total)
 MI_i = 0 équitox/m³ (matières inhibitrices)
 METOX_i < 101 µg/L (8 métaux)
 Indice Hydrocarbures < 0,1 mg/L

4.5. Dispositifs de mesures et de prélèvements

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'ETABLISSEMENT maintiendra un regard facilement accessible et spécialement aménagé pour permettre le prélèvement dans ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques.

L'ETABLISSEMENT en laissera le libre accès aux agents du service Eau de la COLLECTIVITE, sous réserve de respecter par ces derniers des procédures de sécurité mises en place par l'ETABLISSEMENT. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la COLLECTIVITE.

4.6. Echancier de mise en conformité

Compte tenu de la non-conformité des rejets de l'ETABLISSEMENT aux conditions d'admissibilité dans les réseaux publics d'assainissement et pour tenir compte des difficultés techniques à la mise en conformité, les différentes parties ont décidé, d'un commun accord, d'adopter l'échéancier suivant :

Nota : le schéma directeur infrastructure relatif à l'implantation des immeubles militaires de Poitiers est actuellement en cours d'étude. Le financement du programme est en cours d'étude. Le service Eau du Grand Poitiers sera mis au courant dès la validation de celui-ci.

Points non conformes	Date de mise en conformité
Face Batiment 6 : Rejet d'eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées	Programme en cours d'étude
Batiment 9 : Présence d'une fosse à condamner	Septembre 2015
Batiment 16 : Rejet d'eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées	Programme en cours d'étude
Batiment 19 : Présence d'une fosse à condamner	Septembre 2015
Batiment 20 : Rejet d'eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales (évier)	Mars 2015
Batiment 36 : Rejet d'eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées	Mars 2015
Batiment 38 : Présence d'un bac à graisses à condamner	Programme en cours d'étude
Batiment 55 : Présence d'un bac à graisses à condamner	Programme en cours d'étude
Batiment 57 : Rejet d'eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales (légumerie)	Septembre 2015

ARTICLE 5 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

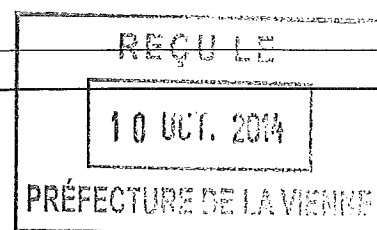
5.1. Obligations de l'ETABLISSEMENT

L'ETABLISSEMENT s'engage :

5.1.1 : à réaliser à ses frais :

- les travaux relatifs à l'ouvrage de prétraitement et aux équipements de contrôle de ses effluents ;
- l'enlèvement et la destruction des éléments indésirables pouvant perturber le fonctionnement du réseau d'assainissement (rejets accidentels, mauvais fonctionnement des ouvrages de prétraitement, etc. ...) ;

5.1.2 : à rejeter ses effluents dans les limites et conditions fixées à l'article 4 ;



5.2.6 : à fournir à l'ETABLISSEMENT, sur sa demande, une copie du rapport annuel de la COLLECTIVITE sur le prix et la qualité du service.

Dans le cadre de l'exploitation du service public d'assainissement, la COLLECTIVITE pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter ses flux de pollution dans les réseaux, elle devra alors informer au préalable l'ETABLISSEMENT et étudier avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production.

Les volumes éventuellement non rejetés dans le réseau par l'ETABLISSEMENT pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

ARTICLE 6 : CLAUSES FINANCIERES

6.1. Redevance assainissement

En application de l'article L 2224-12-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, tout usager raccordable au réseau d'assainissement est assujéti à la redevance assainissement pour la totalité des eaux rejetées. Le taux de base de la redevance assainissement est fixé annuellement, pour l'année civile, par délibération de la COLLECTIVITE. Les factures d'eau et d'assainissement sont adressées par semestre de consommation.

En application du décret n° 2000-237 du 13 mars 2000, la redevance est affectée de coefficients de correction quantitatif et qualitatif, pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service rendu par la COLLECTIVITE. Les coefficients sont décrits ci-après.

Le coefficient de rejet C_r rapporte le montant de la redevance au volume d'eau rejeté dans les réseaux. Il se calcule selon la formule suivante, variant d'un semestre à l'autre :

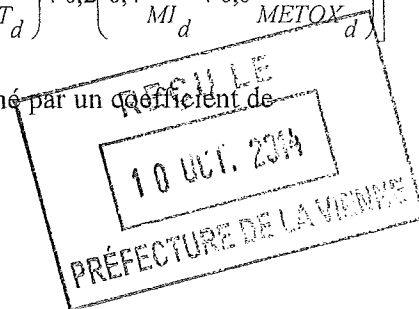
$$C_r = \text{Volume d'eau rejeté} / \text{Volume d'eau prélevé sur le réseau de distribution}$$

L'ETABLISSEMENT peut en bénéficier s'il fournit la preuve qu'une partie importante de l'eau consommée, qu'il prélève sur le réseau public de distribution ou de toute autre source, n'est pas rejetée dans les réseaux d'assainissement (utilisation dans un procédé ETABLISSEMENT, évaporation,...), en mettant un débitmètre au point de rejet dans le réseau public. Pour cela, il mesurera les débits de rejet comme stipulé à l'article 4.5.

Le coefficient de qualité C_q corrige la redevance en fonction de la nature de l'effluent de l'ETABLISSEMENT rapportée à celle d'un effluent domestique, selon la formule suivante :

$$C_q = 0,8 + 0,2 \left[0,8 \left(0,48 \frac{DCO_i}{DCO_d} + 0,22 \frac{DBO_i}{DBO_d} + 0,25 \frac{MES_i}{MES_d} + 0,04 \frac{NR_i}{NR_d} + 0,01 \frac{PT_i}{PT_d} \right) + 0,2 \left(0,4 \frac{MI_i}{MI_d} + 0,6 \frac{METOX_i}{METOX_d} \right) \right]$$

Au vu de l'activité de l'ETABLISSEMENT, ce dernier n'est pas concerné par un coefficient de qualité.



La dénonciation de la convention devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties trois mois avant l'échéance.

ARTICLE 9 : FIN DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de manquement grave aux obligations contractuelles de l'une ou l'autre des parties auquel il n'aura pas été remédié 30 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- de cessation de l'activité de l'ETABLISSEMENT sur le site concerné par la convention.

La résiliation autorise la COLLECTIVITE à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de ladite résiliation.

En cas de résiliation de la présente convention par une des parties, les sommes dues par l'ETABLISSEMENT deviennent immédiatement exigibles.

Cette convention annule et remplace toutes les Conventions établies antérieurement.

Fait à Poitiers, le 2 OCT. 2014

Lu et approuvé
L'ETABLISSEMENT
Le colonel Bruno HELUIN
Chef d'Etat-Major de la
9^e Brigade d'Infanterie de Marine.

LA COLLECTIVITE
Le Vice-Président

Gérard

Faire précéder la signature de la mention « Lu et Approuvé »
et faire apparaître le cachet de l'établissement

